**Qu’est-ce que l’accord entre l’Union européenne et le Mercosur ?**

Marion Huysman, lemonde.fr, 19 novembre 2024.

<https://www.lemonde.fr/comprendre-en-3-minutes/video/2024/11/19/qu-est-ce-que-l-accord-entre-l-union-europeenne-et-le-mercosur-comprendre-en-trois-minutes_6402131_6176282.html>

**Exploitation pédagogique**

1. Qu’est-ce que le Mercosur ?

2. Quel est l’objectif de l’accord commercial entre l’UE et le Mercosur ?

3. Quels problèmes cet accord commercial pose-t-il du point de vue des pays européens et du point de vue des pays du Mercosur ?

4. Quelle est la position de la France sur cette question ?

**Corrigé**

1. Le Mercosur correspond au marché commun de certains pays d’Amérique du Sud : l’Argentine, le Brésil, le Paraguay, l’Uruguay et la Bolivie. Cette alliance commerciale a été fondée en 1991 : elle vise à promouvoir le commerce et l’intégration économique entre ses membres grâce à la suppression des barrières tarifaires et à une politique douanière commune (tarif extérieur commun).

2. L'objectif de cet accord, conclu en 2024 par la Commission européenne après plus de vingt ans de négociations, est de créer l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde à travers la suppression d’environ 90 % des droits de douane entre les deux blocs, ce qui permettrait de faciliter les exportations européennes (notamment de biens industriels) et sud-américaines (produits agricoles et matières premières). Cet accord permettrait donc de renforcer les liens économiques entre les pays de l’UE et ceux du Mercosur.

3. Cet accord est critiqué en Europe et en Amérique du Sud et ce pour plusieurs raisons. Du point de vue européen, les préoccupations concernent principalement la concurrence déloyale liée à l’existence de normes sanitaires moins contraignantes en Amérique du Sud qui pourraient avoir tendance à favoriser la compétitivité des producteurs sud-américains (notamment dans le domaine de l’agriculture). Par ailleurs, l’impact environnemental de cet accord est critiqué. La hausse des échanges provoquera à la fois une hausse du rejet de gaz à effet de serre (contribuant au réchauffement climatique) ainsi qu’une hausse de la déforestation en Amazonie (pour répondre à l’augmentation de la production agricole). Du point de vue des pays du Mercosur, il y a le risque d’une dépendance accrue vis-à-vis de l'UE et d'une fragilisation des industries locales face à des produits industriels européens plus compétitifs.

4. La France s’est montrée très critique vis-à-vis de cet accord. Le gouvernement, de nombreux parlementaires, ainsi que plusieurs ONG s’opposent actuellement à sa ratification. Pour la France, les clauses actuelles de l'accord ne garantissent pas suffisamment le respect des normes sociales et environnementales. C’est pourquoi la France exige des garanties renforcées, notamment sur la lutte contre la déforestation en Amazonie, le respect des accords climatiques et le respect des normes avant de considérer une adoption éventuelle.